## Une histoire des services de renseignements britanniques

## J. STENGERS

L'ouvrage de Christopher Andrew, Secret Service. The Making of the British Intelligence Community (Londres, Heinemann, 1985, 616 p.; £ 12.95), est un ouvrage de tout premier ordre, et qui fera date. Sur un thème qui a fait si souvent les délices d'historiens amateurs ou de journalistes chez qui le désir du sensationnel l'emportait sur le sens critique, voici enfin l'œuvre d'un historien professionnel, travaillant avec rigueur. Le Dr Andrew a consacré de longues années à traquer l'information, qui se dérobe d'autant plus que le gouvernement britannique a veillé, pour la plupart des aspects du sujet, à ce qu'aucun document ne filtre dans les archives rendues publiques. Mais un chercheur avisé comme lui a réussi malgré tout, dans des archives préalablement «épurées», à découvrir plus d'un texte révélateur. Surtout, il a pu faire appel aux archives privées, à ces extraordinaires archives privées qui, en Grande-Bretagne, sont un des fleurons de la recherche historique. Ajoutons-y les mémoires, et, pour des cas plus proches de nous, des interviews (mais M. Andrew n'a pas bénéficié, il faut le souligner, des indiscrétions organisées qui sont à la base de certains livres récents, comme ceux de Nigel West), et la documentation, au total, se révèle singulièrement riche. Elle est mise en œuvre avec la bonne méthode d'un historien qui connaît parfaitement son métier.

Avec aussi un magnifique entrain. C'est un autre mérite de ce livre tout à fait sérieux que d'être en même temps plein d'attrait. M. Andrew a le sens du récit, de la formule, de l'anecdote. Le début de son livre, en particulier, où il montre l'influence exercée sur de graves responsables de la politique britannique par un romancier imaginatif, William Le Queux, contient des pages étourdissantes. Un talent de plume ne peut que mieux mettre en valeur le talent du chercheur.

Le titre de l'ouvrage ne comporte pas de précisions chronologiques. Disons que tout ce qui est antérieur au début du xx° siècle n'est que survolé, que le sujet est traité de manière tout à fait approfondie pour les approches de la Première Guerre Mondiale, pour la guerre elle-même et pour l'entre-deux-guerres, et que M. Andrew redevient plus rapide — bien que son exposé demeure capital — pour la Seconde Guerre et l'après-guerre.

M. Andrew n'a pas l'esprit classificateur. L'ayant plus que lui, j'aimerais distinguer les cinq volets essentiels de l'activité d'intelligence, de «renseignement», que son livre décrit :

- Tout d'abord l'espionnage, qui a pour champ d'action habituel les pays étrangers, mais qui peut se dérouler éventuellement dans le pays même, lorsqu'il vise en particulier les ambassades étrangères. Suivant qu'il s'agit du temps de paix ou du temps de guerre, les formes qu'il prend peuvent être évidemment assez différentes.
- En second lieu le contre-espionnage, capital bien entendu dans le pays même, mais qui, en temps de guerre, s'étend aussi très souvent aux pays neutres.
- 3) La surveillance, dans le pays même, ou dans ses territoires coloniaux, de toutes les formes de «subversion», ou d'activités qui pourraient prendre un caractère subversif, qu'elles soient le fait de nationaux ou d'étrangers. Des activités subversives, bien entendu, on passe très souvent aux hommes, c'est-à-dire à la surveillance des individus que l'on juge capables de troubler un jour ou l'autre l'ordre public. C'est le domaine par excellence de la «police secrète».
- 4) En temps de guerre, le renseignement militaire, c'est-à-dire la récolte et l'exploitation du renseignement, au niveau opérationnel, et à différents échelons, par les services compétents des différentes armes, ou des armes combinées. Ce renseignement militaire est fondé sur la combinaison de données multiples : ce que l'on appelle le «signal intelligence», ou Sigint, c'est-à-dire l'interception, et, quand il y a lieu, le décryptement des messages radio-tèlègraphiques de l'ennemi (ceci pouvant se faire sur les différents théâtres d'opération, et souvent même au cours de la bataille, ou encore le Sigint pouvant provenir d'un organisme central de décryptement fonctionnant dans la métropole : voir le 5) qui suit) ; l'observation aérienne ; l'interrogatoire des prisonniers ennemis ; les données fournies par l'espionnage, etc. M. Andrew étudie ce renseignement militaire essentiellement pour la Première Guerre Mondiale, sur le front de l'ouest.
- 5) Enfin, le Sigint centralisé au cœur de la métropole. Citons, pour être concrets, les deux cas les plus fameux : celui, durant la Première Guerre Mondiale, de la célèbre Room 40 de l'Amirauté britannique, et, durant la Seconde Guerre, le prodigieux centre de décryptement de Bletchley.

Cette dernière activité, à laquelle on a l'habitude de faire une place à part, a ceci de particulier qu'elle se distingue des quatre premières, non pas par ses objectifs, mais seulement par ses méthodes (et encore pas entièrement, puisqu'il y a aussi un Sigint décentralisé dans le cas du renseignement militaire). Elle n'a pas, en réalité, d'objectif propre : elle constitue une source d'approvisionnement pour les quatre premières branches du renseignement.

L'ouvrage de M. Andrew nous permet d'apercevoir le détail des extraordinaires complications qui ont entouré, en Grande-Bretagne, l'évolution de ces cinq volets du renseignement.

Complications car un même travail a pu être réalisé, à la même époque, conjointement par plusieurs organismes. Le contre-espionnage, par exemple, durant la Première Guerre, est le fait, en Grande-Bretagne, à la fois de l'organisme spécialisé qui va prendre le nom — qu'il a conservé jusqu'aujourd'hui — de MI5, et de la Special Branch de la police. Il y a infiniment mieux : à l'époque des troubles

d'Irlande, pendant la Première Guerre et dans l'immédiat après-guerre, la surveillance de la «subversion» irlandaise a été menée simultanément par plusieurs services de l'armée, de la marine et de la police. Cela a d'ailleurs conduit à un semi-fiasco.

Complications aussi car un même organisme peut s'occuper de plusieurs tâches différentes. La *Special Branch* et MI5 ont fait à la fois du contre-espionnage et de la surveillance des activités subversives.

Complications encore car des organismes différents peuvent être placés sous une même direction, sans néanmoins se confondre. C'est ainsi que l'Amiral Sinclair, à partir de 1923, va diriger à la fois le Secret Intelligence Service, ou SIS, dont l'activité majeure est l'espionnage, et le service central de décryptement, appelé à cette époque — l'appellation est charmante — Government Code and Cypher School. Son successeur, Menzies, aura également cette double casquette.

Complications enfin car la terminologie est mouvante : un même service non seulement se transforme, mais change de nom. Il faut, pour s'y retrouver, un bon guide. M. Andrew en est un.

Est-ce que l'ensemble de ces multiples service de renseignements ont fini par constituer, comme le sous-titre de l'ouvrage l'indique, une «Intelligence community»? M. Andrew soutient cette idée dans son chapitre 14, intitulé Winston Churchill and the Making of the British Intelligence Community, où il montre ce qu'ont été les succès de Churchill dans ses efforts de coordination des services secrets. M. Andrew ecrit : «Churchill's early vision of a unified secret service was never to be realised. But it was under his inspirational leadership ... that the fragmented intelligence services acquired at last that degree of coordination which turned them into an intelligence community» (p. 486). On se sent tenu de placer ici un vigoureux point d'interrogation. Une «communauté» n'est pas seulement un ensemble coordonné, c'est aussi, pour que le mot ait sa pleine signification, un ensemble d'hommes ayant un certain esprit commun. Or quoi de commun entre les mathématiciens-cryptologues de Bletchley - ou, aujourd'hui, de Cheltenham - et les policiers de la Special Branch? Quoi de commun entre Alan Turing, ou, pour citer le nom d'un «jeune» de Bletchley, aujourd'hui parvenu à la notoriété, Sir Harry Hinsley, et d'autre part le «plain-clothes man» qui surveille jour après jour les allées et venues d'un suspect ? Le sous-titre du livre, à vrai dire, ne convainc pas.

Après le sous-titre, attaquons-nous au titre. Trouve-t-on bien, chez M. Andrew, ce qui correspond à la conception globale que l'on se fait du Secret Service? Pas entièrement. Le Secret Service, dans la mythologie du monde contemporain, c'est avant tout l'Intelligence Service. Or dans le halo de mystère qui entoure l'Intelligence Service, un des rôles qu'on lui a le plus volontiers prêté, en dehors de l'Angleterre, est son intervention occulte, et même parfois sinistre, dans la politique même des états étrangers. L'auxiliaire de l'Intelligence Service, dans ce cas, est la célèbre «cavalerie de Saint-Georges», l'or anglais. Écoutons Charles Maurras, dans Kiel et Tanger: «La politique anglaise a toujours profité du jeu des factions parmi nous. Il est aussi de règle qu'elle les suscite et les paye». Le ministre français des Affaires

étrangères, Gabriel Hanotaux, avait envoyé une expédition française vers le Nil, il «avait envoyé les tirailleurs de Marchand opérer au loin contre l'Angleterre». «Le chef du Foreign Office répondait en envoyant la cavalerie de Saint-Georges manœuvrer dans nos villes contre le Cabinet français et les soldats français». Avec succès ? Bien sûr. «Qui émeut l'opinion ? La presse. Et qui mène la presse ? L'or». «C'est pourquoi, en raison de cet or anglais et de cette presse vénale, ... quand les journaux français de 1897 et de 1898 lui parvinrent, après ses longs mois d'immersion dans la solitude africaine, le colonel Marchand dut se détourner pour pleurer» (1). Écoutons le comte de Saint-Aulaire (qui n'est pas le premier venu, puisqu'il a été ambassadeur de France à Londres). Il écrit : «Tout le monde parle de l'Intelligence Service et personne, en dehors de rares initiés, n'en connaît les arcanes ... Organe d'action occulte autant que d'informations secrètes, il dispose de crédits illimités et d'innombrables agents recrutés dans tous les pays et tous les milieux afin de multiplier ses antennes détectrices et animatrices dans toutes les directions. Pour une telle institution, faire les élections en France est un jeu d'enfant». Il suffit de payer. «La Cavalerie de Saint-Georges charge pendant la paix comme pendant la guerre» (2). Et Saint-Aulaire d'illustrer sa pensée par des exemples précis. Tel journal français, lui a-t-on confié, «marche avec de l'argent anglais». C'est «l'Intelligence Service qui casque» (3). Aux élections françaises de 1924, selon les initiés, Ramsay MacDonald a été «le grand électeur de notre bloc des gauches par l'Intelligence Service» (4). Écoutons Abel Bonnard, nous livrant en 1941 ses Pensées dans l'action, tout imprégnées d'hostilité à l'Angleterre. L'Angleterre, écrit-il, est «le pays qui a mis la main à toutes nos révolutions, et qui a toujours été prompt et habile à en susciter contre les gouvernements qui ne lui étaient pas suffisamment soumis» (5). Et encore : «L'Angleterre a, par son argent, agi d'une façon torrentielle dans notre politique intérieure, dans nos élections, sur notre presse» (6). Tournons-nous vers des horizons tout différents et écoutons, lors du dernier grand procès de Moscou, en mars 1938, les paroles du procureur Vychinski. «L'instruction a établi d'une façon précise», déclare Vychinski, «que Trotsky était lié au service d'espionnage allemand dès 1921, et avec l'Intelligence Service anglais depuis 1926» (7). Un des accusés qui comparaissent au procès, Rakovski, «un des auxiliaires les plus proches de L. Trotsky», était «l'agent de l'Intelligence Service

<sup>(1)</sup> Ch. Maurras, Kiel et Tanger, 1895-1905, nlie ed., Paris, 1921, p. 64.

<sup>(2)</sup> Comte de Saint-Aulaire, Confession d'un vieux diplomate, Paris, 1953, p. 695.

<sup>(3)</sup> Op. cit., p. 698.

<sup>(4)</sup> Op. cit., p. 703.

<sup>(5)</sup> Abel Bonnard, Inédits politiques, publ. p. O. Mathieu, Paris, 1987, p. 199. Ce passage n'est pas un «inédit»; il a été publié en 1941.

<sup>(6)</sup> Ibid., p. 201.

<sup>(7)</sup> Le Procès du «Bloc des Droitiers et des Trotskistes» antisoviétique ... Compte rendu sténographique des débats (du 2 au 13 mars 1938), Moscou, 1938, p. 6; voir aussi p. 667. Cf. P. Broue, Les Procès de Moscou, Paris, 1964, p. 57 et 204.

anglais depuis 1924» (8). Suivant un scénario classique, Rakovski, lors de son interrogatoire, avouera bien entendu ses crimes. Il expliquera comment, étant à Londres en 1924, il avait été recruté par l'Intelligence Service, et quels services il lui avait rendus (9). Il chargera aussi Trotsky. Trotsky, dit-il, lui avait «confié sous le sceau du secret qu'il était en liaison criminelle avec l'Intelligence Service depuis 1926» (10). Un des exploits de Trotsky avait consisté à aider, en 1927, à la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.. «Il avait indiqué à l'Intelligence Service que le moment était favorable pour organiser un raid contre l'Arcos (c'est-à-dire la All-Russian Cooperative Society)» (11). Les documents découverts lors de ce raid, à Londres, et qui avaient été «spécialement fabriqués à cet effet», avaient fourni au gouvernement conservateur anglais le prétexte nécessaire pour la rupture diplomatique avec l'U.R.S.S. (12).

On est là, on le voit, devant tout un monde mythologique. On soupçonne la main sinistre de l'Intelligence Service. Comme l'a écrit, avec sans doute un brin d'exagération, M. Donald McCormick, «pendant la Première Guerre Mondiale, les ministres de Grande-Bretagne dans les Balkans et au Proche-Orient passaient une grande partie de leur temps à essayer d'expliquer ou d'excuser les actes des agents britanniques, ou à émettre de vigoureux démentis sur ce qu'on les accusait d'avoir fait» (13).

M. Andrew ne s'occupe pas de cet aspect de l'activité des services secrets - si ce n'est lorsqu'il nous parle de l'action effectivement anti-soviétique menée par certains agents anglais en Russie après 1917, ou lorsqu'il évoque le rôle du Secret Intelligence Service dans la chute de Mossadegh (voir p. 494) (14). De toute évidence, il ne considère pas que cela fasse partie de son sujet. Mais on aurait aimé qu'un connaisseur comme lui tente, ne fût-ce que de manière souvent très hypothétique, de faire le partage entre ce qui, dans ce domaine, a été un foisonnement de légendes, et ce qu'il y a pu avoir comme faits réels. Car il y a sans aucun doute, çà et là, une dose de réel. À Athènes, durant la Première Guerre Mondiale, un homme comme Compton Mackenzie, qui fait partie du Service Secret britannique, travaille activement en faveur de Venizelos (15). L'argent anglais qui, suivant Saint-Aulaire,

(8) Le Procès ..., p. 7 et 668.

(9) Le Procès ..., pp. 317-334, et pp. 804-810; P. Broue, op. cit., pp. 148-151.

(10) Le Procès ..., p. 325; P. BROUE, pp. 150-151.

(11) Sur ce raid, voir ANDREW, p. 331.

(12) Le Procès ..., p. 326.

(13) R. DEACON (pseud.), Histoire des Services secrets britanniques, trad. franç., Paris, 1976, p. 212. Original anglais: A history of the British Secret Service, Londres, 1969, p. 228.

(14) Je ne parle pas ici de l'aventure albanaise, qui débute en 1949 (voir ANDREW,

pp. 492-493), et qui a plutôt le caractère d'une semi-invasion du pays.

(15) Cf. Compton Mackenzie, My life and times, Octave Five, 1915-1923, Londres, 1966, et surtout R. Deacon, A history of the British Secret Service, op. cit., p. 229, et trad. franç., p. 213. M. Andrew ne mentionne Compton Mackenzie qu'à propos du procès qui lui fut fait en 1932 pour les indiscrétions qu'il avait commises (pp. 351-352).

a servi à financer le journal français *Le Quotidien*, même s'il ne provenait pas de l'*Intelligence Service*, n'est peut-être pas une complète légende (16). Il y a là des pistes à suivre.

Notons que lorsque, après les Anglais, les Amèricains, après la Seconde Guerre, entreront en scène, les choses deviendront beaucoup plus claires : la C.I.A., elle, on le sait, n'hésitera pas à intervenir et à peser d'un poids parfois vigoureux dans la politique des pays menacés à ses yeux par le communisme. La question est de savoir si, à ce moment, les services britanniques n'ont pas subi quelque peu la contagion de leur consœur américaine.

Nous n'avons pas jusqu'à présent posé une question qui vient tout naturellement à l'esprit du lecteur : est-ce que ce que nous narre M. Andrew est, du point de vue historique, réellement important ? Même un historien sérieux peut parfois s'occuper très sérieusement de choses qui, au total, sont futiles. Répondons sans hésitation : l'importance historique, ici, est très considérable.

N'envisageons ici, à l'appui de cette affirmation, que deux facettes : les relations diplomatiques — le déroulement de la guerre. Comment, en politique internationale, comprendre les relations diplomatiques entre deux pays, et même leurs relations tout court, lorsque l'on ne sait pas ce que l'un lisait des messages diplomatiques de l'autre ? C'est là, comme on l'a bien dit, «the missing dimension of most diplomatic history» (17). Les relations franco-britanniques, dans les années 20, avec leur cortège de méfiances, ne peuvent pleinement se comprendre que si l'on a à l'esprit l'image d'un ministre britannique des Affaires étrangères lisant — car on réussissait à les décoder à Londres — les messages diplomatiques français (18), et celle de son homologue français lisant (mais on ignore, à vrai dire, avec quelle régularité), les messages anglais (19). Avec la guerre et son déroulement — et ne prenons ici que le

- (16) La source d'information à laquelle se réfère Saint-Aulaire, pour autant que sa mèmoire soit fidèle, paraît assez sûre (cf. Confession d'un vieux diplomate, op. cit., p. 698). Il a été établi d'autre part que le Quotidien avait mangé à de nombreux rateliers (cf. Histoire générale de la presse française, publ. sous la dir. de C. Bellanger, J. Godechot, P. Guiral et F. Terrou, t. III, Paris, 1972, p. 571, n. 1).
- (17) La formule a été employée par Alexander Cadogan: cf. The Diaries of Sir Alexander Cadogan, 1938-1945, publ. p. D. DILKS, Londres, 1971, p. 21. Elle sert de titre à un recueil d'études publié sous la dir. de Chr. Andrew et D. DILKS, The Missing Dimension. Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century, Londres, 1984.
- (18) Andrew, pp. 260-261 et 296-297; cf. aussi Chr. Andrew, Secret Intelligence and British Foreign Policy, 1900-1939, dans Intelligence and International Relations. 1900-1945, publ. sous la dir. de Chr. Andrew et J. Noakes, Exeter, 1987, p. 17, et K. Jeffery et A. Sharp, Lord Curzon and Secret Intelligence, dans le même recueil, p. 103 et sv.
- (19) SAINT-AULAIRE, Confession d'un vieux diplomate, op. cit., p. 630; Chr. Andrew, Déchiffrement et diplomatie: le cabinet noir du Qual d'Orsay sous la Troisième République, dans Relations Internationales, 1976, n° 5, pp. 62-63. Parmi les exemples classiques d'application du principe de la «missing dimension» aux relations internationales, on pourra citer dèsormais le fait que, de 1960 à 1963, grâce à un double succès des services spécialisés anglais en matière de captation des messages et de décryptement, le Foreign Office a pu suivre

cas de la Seconde Guerre Mondiale —, on se hisse à un niveau d'importance encore plus élevé, et même incomparablement plus élevé. Sir Harry Hinsley, l'auteur d'un monument en voie d'achévement, *British Intelligence in the Second World War* (<sup>20</sup>), a pris le risque, soigneusement calculé, d'affirmer que sans le succès, et à certains moments le triomphe, des décryptements britanniques de Bletchley, la guerre aurait pu normalement durer trois ans de plus, et même davantage (<sup>21</sup>). Nous sommes bien ici au cœur de la très grande histoire.

Un des intérêts du livre de M. Andrew est de nous permettre de mesurer — parfois approximativement, certes, non par la faute de l'auteur, mais en raison de la nature des sources — le degré comparé de succès des Britanniques dans les différentes branches du renseignement.

L'espionnage, organisé essentiellement par SIS, n'a pas été marqué, apparemment, au xxe siècle, par des succès particuliers. Si l'on prend les années cruciales de l'Allemagne hitlérienne, le «record» de SIS, comme l'a écrit le Professeur Cameron Watt, «was not particularly distinguished» (22). On peut difficilement citer un «beau coup» à mettre à l'actif de SIS — un coup semblable à celui qu'ont réalisé par exemple les Français en obtenant, à un prix d'ailleurs fort élevé, la collaboration d'un traître allemand qui valait ce prix, le fameux Asche (23). Dans ce tableau apparemment un peu gris, il faut cependant introduire quelques très vives lueurs : pendant les deux guerres, les Anglais ont bénéficié grâce à l'espionnage de renseignements sur l'ennemi qui ont été souvent pour eux capitaux. Mais cette activité d'espionnage, dans les deux cas, a été le fait avant tout de réseaux animés par des nationaux des pays occupés. L'Angleterre a récolté là le fruit du travail — et plus d'une fois du sacrifice — de ses amís. Nous y reviendrons à propos de la Belgique.

Du côté du renseignement militaire, rien, non plus, apparemment, de très extraordinaire à signaler.

Pour ce qui est de la surveillance des «subversifs», au sens large, on a, me semble-t-il, sur le plan du succès, un mélange du meilleur et du pire. On ne peut pas

les messages échangés entre l'ambassade de France à Londres et le Quai d'Orsay; on pouvait lire à Londres les messages de de Gaulle à son ambassadeur (cf. Peter Wright, Spycatcher, Richmond (Australie), 1987, pp. 110-112).

- (20) Sur les quatre volumes que comptera l'œuvre, trois ont déjà paru, en 1979, 1981 et 1984.
- (21) F. H. HINSLEY, British Intelligence in the Second World War, dans Intelligence and International Relations, recueil cité, pp. 217-218.
- (22) British Intelligence and the coming of the second World War in Europe, dans Knowing one's Enemies. Intelligence Assessment before the two World Wars, publ. sous la dir. de E. R. MAY, Princeton, 1984, p. 269.
- (23) Sur Asche, cf. H. NAVARRE, Le Service de Renseignements, 1871-1944, Paris, 1978, pp. 54-56; D. Kahn, The Spy who most affected World War II, dans D. Kahn, Kahn on Codes. Secrets of the New Cryptology, New York, 1984, p. 76 et sv., et le livre récent de P. PAILLOLE, Notre espion chez Hitler, Paris, 1985, qu'il faut utiliser avec énormément de précautions (cf. les c.r. de D. Porch dans Intelligence and National Security, janvier, 1987, pp. 191-194, et de A. Adamthwaite, à paraître ici-même).

dire que le résultat ait été très positif lorsque l'on considère par exemple le cas de l'Irlande, ou encore le manque total de précautions et de méfiance à l'égard de ceux qui allaient se révéler, au grand dommage de leur pays, comme les «taupes» les plus redoutables, Philby ouvrant à cet égard une liste dont on ne sait toujours pas avec certitude où elle se termine.

Restent deux domaines, et c'est là que l'Angleterre a enregistré ses véritables triomphes : c'est dans le contre-espionnage et c'est dans le décryptement.

Début de la guerre de 1914: dès août 1914, pratiquement tous les agents allemands en Grande-Bretagne sont arrêtés (24). D'autres, certes, viendront ensuite, mais tout au long de la guerre, le contre-espionnage anglais restera à leur égard tout aussi efficace (25). Il le sera plus encore durant la Seconde Guerre puisqu'on a la quasi-certitude que pendant toute la durée de la guerre, aucun espion allemand n'a pu opérer en Angleterre sans être rapidement mis hors d'état de nuire. Qui plus est, en «retournant» un certain nombre de ces espions qui, en échange de la vie, acceptaient de feindre d'être toujours en pleine activité, et émettaient vers l'Allemagne les messages qu'on leur dictait, les Anglais ont réalisé une des opérations les plus profitables de la guerre. On est d'accord aujourd'hui pour considérer que le double-cross system a été un élément décisif dans le succès du débarquement de juin 1944 (26).

L'histoire du décryptement, quant à elle, est jalonnée par des exploits ou des séries d'exploits retentissants. Les exploits de la Room 40 de l'Amirauté durant la Première Guerre. Le décryptement des messages soviétiques, dans les années qui suivent la guerre, par la Government Code and Cypher School. La victoire de Bletchley (non pas complète, mais néanmoins formidable) sur les machines à chiffrer allemandes, sur les différentes formes d'Enigmas et sur le Geheimschreiber. Ceci sans compter ce qui a été réalisé par la suite à Cheltenham, que l'on connaît encore évidemment très mal, mais où il semble que Cheltenham ait parfois été aussi remarquable que Bletchley.

La littérature sur ces sujets est abondante. Ultra, Enigma, Bletchley remplissent aujourd'hui une bibliothèque. Ce qui s'est passé à Bletchley pendant la guerre est

(25) Andrew, passim, et spécialement p. 188.

<sup>(24)</sup> Andrew, p. 70 et 72-73. Voir aussi N. Hilley, Counter-espionage and security in Great Britain during the First World War, dans English Historical Review, juillet 1986, p. 637.

<sup>(26)</sup> L'ouvrage classique sur le sujet est celui de J. C. MASTERMAN, The Double-cross system in the War of 1939 to 1945, Londres, 1972. Des précisions extrêmement utiles aussi dans Nigel West, M15. British Security Operations, 1909-1945, Londres, 1981, p. 209 et sv. On notera que celui des agents dont le message, au moment du débarquement, semble avoir trompé les Allemands de la manière la plus décisive, et qui portait le pseudonyme de Garbo (voir sur ce message de Garbo, Andrew, p. 488, et en dernier lieu, T. L. Cubbage, The Success of Operation Fortitude: Hesketh's History of Strategic Deception, dans Intelligence and National Security, juillet 1987, p. 333 et sv.), n'était pas un agent «retourné», mais un homme — un Espagnol — qui s'était mis délibérément au service des Anglais (cf. Juan Pujol et Nigel West, Garbo, Londres, 1985).

certainement une des pages les plus brillantes de l'histoire intellectuelle de l'Angleterre. Mais l'intèrêt qu'on lui porte, à très juste titre, ne doit pas fausser les perspectives. La cryptologie anglaise a certes atteint là des sommets, mais il y a eu d'autres pics, un peu auparavant ou simultanément, en France, aux États-Unis, en Allemagne, en Pologne. Les Français, certes, à l'époque de la Seconde Guerre, étaient, du point de vue cryptologique, au creux de la vague (27), mais, vingt ans auparavant, ils avaient connu de grandes heures. Georges-Jean Painvin, en 1914-1918, s'était révélé comme le plus grand cryptologue de sa génération, et un excellent spécialiste a pu écrire de lui que «his achievements were unique in the history of cryptology, and perhaps destined to remain so» (28); c'est Painvin qui, en juin 1918, réussira à décrypter un radiotélégramme allemand qui permettra de localiser l'offensive imminente de l'ennemi ; on a pu parler du «radiogramme de la victoire» (29). Les États-Unis, et cette fois durant la Seconde Guerre, ont connu la victoire de Friedman sur la machine à chiffrer japonaise Purple, et, non moins remarquable et capital, le percement du chiffre naval japonais qui a permis aux Américains de remporter à Midway la bataille décisive de la guerre du Pacifique. Les Allemands sont, me semble-t-il, largement méconnus. On a tendance aujourd'hui, à la suite des révélations relatives à Enigma, à les traiter presque avec le sourire. Sans doute ont-ils eu le grand tort de croire que leur machine à chiffrer était impénétrable (30). Mais quand ils se sont attaqués eux-mêmes aux chiffres des autres, ils ont

(27) Le cryptologue militaire que les Français amenaient comme expert, à la veille de la Seconde Guerre, dans les réunions internationales spécialisées, était le capitaine Braquenie. J'ai vu Marian Rejewski, le grand cryptologue polonais, et le Dr Peter Twinn, le dernier survivant de l'équipe des cryptologues anglais de cette époque, faire l'un et l'autre la moue en évoquant ses talents. Knox, m'a-t-on raconté, le traitait avec un mèpris non dissimulé; il l'appelait «that charcoal-burner» (ce qui était la traduction anglaise de son nom de famille).

(28) D. Kahn, In Memoriam: Georges-Jean Painvin, dans Cryptologia, avril 1982, p. 126.

(29) Cf. Andrew, pp. 172-173. Sur ce «radiogramme de la victoire», dont l'histoire mériterait d'être plus largement connue, cf. E. Lerville, Les Cahiers secrets de la cryptographie, Monaco, 1972, pp. 140-165, et du même, Georges-Jean Painvin, dans Association des Réservistes du Chiffre, n° 8, 1980, pp. 9-20; D. Kahn, The Codebreakers, New York, 1967, pp. 340-347, et trad. franç., La guerre des codes secrets, Paris, 1980, pp. 140-145; du même, In Memoriam, article cité.

Nous citons ici le nom et le cas de Painvin comme celui d'une figure de proue, mais d'une manière générale, les services cryptographiques français de l'époque de la Première Guerre ont enregistré de grands succès. On a estimé à plus de 28.000 les radiotélégrammes interceptés et décryptès par eux au cours de la guerre (cf. Chr. Andrew, Déchiffrement et Diplomatie, art. cité, p. 59).

(30) Encore que beaucoup de spécialistes, notons-le, considérent que la faute majeure des Allemands n'a pas été de faire confiance à leur machine, qui était effectivement très remarquable, mais surtout de ne pas prendre et faire appliquer, pour le chiffrement, des mesures de précaution suffisamment rigoureuses, qui, si elles avaient été utilisées, auraient rendu la tâche de ceux qui s'attaquaient à l'*Enigma* infiniment plus difficile, si pas souvent impossible. «The machine as it was could have been impregnable if it had been used properly», a écrit un de ceux qui l'avaient vaincue, Gordon Welchman (*The Hut Six Story Breaking the Enigma Codes*, New York, 1982, p. 168; voir aussi p. 164).

été plus que remarquables. Trois de leurs services surtout ont fonctionné avec de très grands succès : le Forschungsamt, qui s'est révêlé un maître dans le décryptement, en particulier, des messages diplomatiques (31); le Beobachtungsdienst, ou B-Dienst, de la Marine, qui s'est rendu maître pendant une grande partie de la guerre de nombreux codes et chiffres navals britanniques (32); et les services de Funkaufklärung (l'équivalent allemand du Sigint) de l'armée de terre qui, sur le front de l'est, ont accompli un travail de premier ordre (33). On a souvent dit que la multiplicité des services allemands de décryptement avait constitué un sérieux handicap, alors que la concentration de pratiquement tout le décryptement britannique à Bletchley avait fait sa force (34). C'est là, à vrai dire, une thèse qu'il faudrait examiner de plus près. Nous avons enfin cité les Polonais. C'est à eux peut-être qu'il faut décerner la palme. C'est un Polonais, ne l'oublions pas, Marian Rejewski, qui a le premier vaincu l'Enigma allemande, et ce sont des cryptologues polonais qui ont ensuite perfectionné les méthodes et mis au point le matériel qui ont permis de consolider cette victoire. On peut se demander si, sans le don que les Polonais ont fait à l'Angleterre, en 1939, de toutes leurs méthodes et de tout leur matériel, les Anglais, livrés à eux-mêmes, seraient venus à bout de l'Enigma - si Bletchley, en d'autres termes aurait été possible. C'est une question à laquelle on n'apportera jamais sans doute une réponse sûre, mais ma tendance personnelle, dans l'état actuel de la documentation, est de répondre par la négative (35).

- (31) Sur le Forschungsamt, on verra notamment Breach of Security. The German Secret Intelligence File on events leading to the Second World War, publ. p. D. IRVING, Londres, 1968 (avec une introduction extrêmement importante de D. C. WATT); D. IRVING, The War Path. Hitler's Germany, 1933-1939, Londres, 1978, p. xv, 25-26 et 156; D. KAHN, Hitler's Spies. German Military Intelligence in World War II, Londres, 1978, chap. XII; M. GEYER, National Socialist Germany: The Politics of Information, dans Knowing one's Enemies, op. cit., pp. 222-225.
- (32) Sur le *B-Dienst* et ses succès considérables, les travaux les plus importants sont ceux de H. Bonatz, *Die deutsche Marine-Funkaufklärung, 1914-1945*, Darmstadt, 1970, et, plus approfondi mais malheureusement illisible, *Seekrieg im Äther. Die Leistungen der Marine-Funkaufklärung, 1939-1945*, Herford, 1981. Voir aussi D. Kahn, *Hitler's Spies, op. cit.*, chap. XIV et du même, *Code-Breaking in World Wars I and II*, dans *The Missing Dimension, op. cit.*, pp. 144-145, ainsi que F. H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, t. 1, Londres, 1979, p. 141, et t. II, Londres, 1981, pp. 176-179, 230, 558-562, 570-571, 635-636 et 639-640.
- (33) Voir W. von Schramm, Geheimdienst im Zweiten Weltkrieg, 4° èd., Francfort, 1986, pp. 198-203, et D. Thomas, Foreign Armies East and German Military Intelligence in Russia, 1941-1945, dans Journal of Contemporary History, avril 1987, pp. 267-269 et passim (étude qui a tendance à souligner surtout les failles du renseignement militaire allemand).
- (34) C'est la thèse spécialement de David Kahn, dans son étude Code-breaking in World Wars I and II, citée plus haut, p. 154.
- (35) Cf. J. STENGERS, Enigma, the French, the Poles and the British, 1931-1940, dans The Missing Dimension, op. cit., pp. 126-137, et l'importante lettre de Ralph Erskine du 21 novembre 1985 publiée dans Intelligence and National Security, mai 1986, p. 302.

Le livre de M. Andrew est foisonnant de richesse. Il était impossible à l'auteur, bien entendu, de tout approfondir. Voici quelques notes de lecture qui indiquent l'une ou l'autre direction dans laquelle la recherche, me semble-t-il, pourrait être poussée plus avant.

Relevons d'abord une lacune relative à la Belgique. M. Andrew souligne de façon excellente le rôle joué durant la Première Guerre par le réseau belge de renseignements La Dame Blanche, dirigé par Walthère Dewé. Il a pu s'appuyer à cet égard sur un mémoire de licence en histoire de très bonne qualité, de M. Pierre Decock (36). La Dame Blanche, écrit M. Andrew, «was the most successful intelligence network in the history of the Western Front» (p. 160). Le chef de l'espionnage britannique, Cumming, rendait au réseau de Dewé, en 1918, l'hommage le plus vif, en écrivant: «The work of your organisation accounts for 70 per cent of the intelligence obtained by all the Allied armies not merely through the Netherlands but through other neutral states as well. It is on you alone that the Allies depend to obtain intelligence on enemy movements in areas near the Front» (p. 169). Mais Dewé, on le sait, va reprendre sa tâche durant la seconde occupation allemande, avec une efficacité et un succès comparables à ce qu'il avait fait à la tête de La Dame Blanche - et M. Andrew, là, ne le suit plus. L'intérêt de ce second réseau de Dewé, qui prendra le nom de Clarence, est cependant, du point de vue britannique, double. D'une part l'initiative de Dewé, qui avait pris corps dès septembre 1939, a été immédiatement encouragée par un représentant du SIS, le capitaine Barnes-Stott, et Barnes-Stott indiquera même à Dewé les desiderata des Anglais en cas d'occupation de la Belgique par les Allemands (37). Durant cette occupation, d'autre part, les informations militaires fournies par Clarence à Londres ont été d'une importance souvent capitale. Dansey, qui occupait à SIS une position-clé, disait en 1945 à un résistant belge: «Par la quantité et la qualité des messages qu'il fournit, Clarence occupe la première place parmi les réseaux de renseignement militaire de toute l'Europe occupée» (38). Ce n'étaient pas là de simples paroles de politesse à l'adresse d'un interlocuteur belge. Nous possedons un document interne des services secrets britanniques, daté de janvier 1944, et relatif à celui qui avait succédé à Dewé à la tête de Clarence, nommé «André». La fiche sur «André» porte : «Real name not known. Engineer. This agent was not trained in this country, but worked with Cleveland (= Dewe) from 1940 onwards. When Cleveland became too old, Clarence (autre nom d'«André») took over the service early in 1941, and has been running

<sup>(36)</sup> P. DECOCK, La Dame Blanche, un réseau de renseignements de la Grande Guerre, 1916-1918 (Mémoire de licence en histoire, Université de Bruxelles, 1981). Très brève synthèse dans P. DECOCK, La Dame Blanche, 1916-1918, dans Revue Belge d'Histoire militaire, septembre 1987, pp. 217-226.

<sup>(37)</sup> Cf. H. Bernard, Un géant de la Résistance, Walthère Dewé, Bruxelles, 1971, p. 104. Henri Bernard indique seulement le nom de guerre – «Daniel» – de ce représentant de SIS; son nom véritable m'a été fourni par un ancien du service Clarence.

<sup>(38)</sup> H. BERNARD, op. cit., p. 227.

it since. The *Clarence* service covers the whole of Belgium, and is considered our most reliable organisation, and all questions of higher operational or technical importance have been sent to them» (<sup>39</sup>).

D'une manière générale, les réseaux de renseignements belges — car il y en eut d'autres que *Clarence* — ont été pour l'Angleterre, durant la guerre, d'une utilité sans aucun doute très considérable. R. V. Jones, dans son livre *Most Secret War*, s'émerveille de la qualité des informations que les Belges lui avaient fournies. «The Belgians», écrit-il, «had become tremendously active, producing an enormous amount of information of all kinds». «Many years afterwards I met some of our Belgian helpers ... and I was remarking to them that it seemed to me that half Belgium had been working for us» (40). Churchill, dans ses Mémoires, parlant des informations qu'il était important d'obtenir au sujet du radar allemand, rend aussi aux Belges un hommage très appuyé. «Il est juste», écrit-il, «d'accorder une mention toute particulière aux Belges. En 1942, ils nous fournirent environ 80 pour 100 de tous les renseignements d'«agents» obtenus dans ce domaine» (41).

On me fera la grâce de penser que ce n'est pas par esprit national — ce ne serait pas, en l'occurrence, une attitude d'historien — que je crois utile de souligner ces faits : ils sont utiles, tout simplement, à l'histoire.

Ce qu'il est utile aussi de signaler — et nous retournons à ce propos en Angleterre même — est qu'un des facteurs du succès de la collaboration belge a été la qualité et la confiance des rapports noués à Londres entre les dirigeants de SIS et les services compétents du gouvernement belge. Avec Dansey, en particulier, les relations ont été excellentes (42). On se faisait mutuellement pleine confiance : toutes les écoutes des messages radio émis de Belgique étaient faites par SIS, mais le texte intégral des messages était transmis à la Sûreté belge à Londres ; les messages portés par courrier qui arrivaient à la Sûreté belge étaient communiqués à SIS, et vice-versa. Tout ceci concerne, précisons-le, SIS. Avec SOE, l'audacieux Special Operations

- (39) Document en possession de l'exécuteur testamentaire d'«André», qui me l'a très aimablement communiqué. L'activité d'«André» est décrite dans le livre d'Henri Bernard. Celui-ci, se conformant au code de discipline très strict du service Clarence, n'indique pas son identité. Elle ne sera révèlée que peu avant sa mort : il s'agissait de l'ingénieur Hector Demarque (cf. Master spy hands files to Britain, dans The Times, 16 novembre 1972 ; William UGEUX, Hector Demarque n'est plus : il fut «Clarence» dans la Résistance, dans Le Soir, 12 mars 1975, et la notice sur Demarque par Henri Bernard dans la Biographie Nationale, t. 43, Bruxelles, 1983, col. 304-307).
- (40) R. V. Jones, Most Secret War, Londres, 1978, p. 266; voir aussi pp. 266-271, 274 et 394-395.
- (41) Winston Churchill, Mémoires, trad. franç., t. IV, I<sup>m</sup> partie, Paris, 1951, p. 294. Voir aussi F. H. Hinsley, British Intelligence in the second World War, op. cit., t. II, p. 249 et pp. 253-254.
- (42) Cf. A. Read et D. Fisher, Colonel Z. The life and times of a Master of Spies, Londres, 1984, pp. 278-279. Nous nous fondons aussi sur le témoignage du Baron Fernand Lepage, qui dirigeait à Londres les services de la Sûreté belge, à qui nous exprimons notre très vive reconnaissance pour les précieuses indications qu'il nous a fournies.

Executive, les choses n'allèrent pas toujours aussi facilement, loin de là, mais nous sortons dans ce cas du domaine du renseignement.

Un autre thème à propos duquel nous aimerions nous appesantir quelques instants est celui du «cabinet noir». M. Andrew a une conception de la notion même de «cabinet noir» qui ne me paraît pas correspondre à l'acception française habituelle du terme. Il parle de «cabinet noir» - en employant le terme français - dès l'instant où il y a interception et lecture d'un texte, même lorsqu'il s'agit de Sigint (43). Le sens du terme, dans l'usage français, est, me paraît-il, nettement plus restreint : un «cabinet noir» fonctionne lorsque des lettres sont ouvertes et lues à l'insu et de l'expéditeur et du destinataire. Même avec cette restriction, le sujet est fort riche. Un des vifs intérêts du livre de M. Andrew est de nous montrer, par diverses allusions, que l'Angleterre contemporaine a connu, et bien connu le «cabinet noir» stricto sensu (44). Sans doute fallait-il l'autorisation d'une autorité responsable pour que l'interception occulte du courrier soit opérée, mais les autorisations nécessaires semblent avoir été distribuées souvent avec beaucoup de libéralité (45). Le système continue d'ailleurs à l'heure actuelle (46). M. Andrew, nous venons de le dire, cite divers exemples. On aurait aimé qu'il les rassemble, afin notamment de poser un problème qui reste particulièrement obscur : quelles étaient, en l'occurrence, les méthodes, quels étaient les services spécialisés ? La question n'est pas obscure que pour la Grande-Bretagne (47): elle l'est aussi, notamment, pour la France de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, où le cabinet noir semble avoir eu une belle activité - et entre autres une activité s'appliquant à la politique, et spécialement à la politique internationale, ce qui ne paraît pas avoir été autant le cas en Angleterre (48) - mais où l'on est bien en peine de décrire la manière dont il fonctionnait. Quand pourrons-nous espérer les mémoires d'un «ouvreur de lettres» ?

- (43) Voir notamment p. 85, 260, 261, 298. Voir déjà son article Déchiffrement et Diplomatie, cité plus haut.
- (44) Voir spécialement pp. 60-61, 66, 67, 71, 72, 184, 259, 300-301, 302, 367, 368 et 386. Cf. également N. HILEY, Counter-espionage and security, article cité, p. 637 et 654.
- (45) Voir notamment, p. 61, l'attitude de Churchill, en sa qualité de Home Secretary, en 1910-1911.
- (46) Cf. Peter Wright, Spycatcher, op. cit., pp. 45-46, 170, 360; Duncan Campbell, Big Brother is listening. Phonetappers and the security state, Londres, 1981, p. 25 et sv.; C. Aubrey, Who's watching you?, Londres, 1981, pp. 71-74.
- (47) Pour une période récente, cependant, des éclairages sont fournis sur la question par les ouvrages cités à la note précédente.
- (48) Cf. notamment pour la France mon compte rendu de E. VAILLE, Le Cabinet Noir, dans la Revue Belge de Philologie et d'Histoire, t. 30, 1952, pp. 363-368, et Chr. Andrew, Déchiffrement et Diplomatie, art. cité, pp. 41-42. Citons encore, entre autres allusions, M. Thomas, L'Affaire sans Dreyfus, Paris, 1961, p. 238, 239, 256-257, 358-359, 363-364, et 465, et Saint-Aulaire, Confession d'un vieux diplomate, op. cit., pp. 272-273. En 1899, Guillaume II porte sur une lettre de son ambassadeur à Paris l'annotation suivante : «Pourquoi s'être fié au secret postal alors que tout le monde sait qu'il n'existe pas en France ?» (cité dans M. Baumont, Au cœur de l'affaire Dreyfus, Paris, 1976, p. 364).

Nous avons cependant, pour une période plus récente, et pour la France, les mémoires d'un «ouvreur de valises diplomatiques». Ceci est la forme la plus contemporaine et la plus raffinée du cabinet noir : l'art d'ouvrir, sans que les intéressés puissent le soupçonner, les valises diplomatiques afin de prendre connaissance (en pratique : de prendre des photocopies) du courrier qu'elles contiennent. L'ancien agent français Le Roy-Finville a écrit là-dessus — là-dessus et sur d'autres choses — un livre étonnant (49). Dirigeant personnellement, à la fin des années 50 et dans les années 60, le service du *Sdece* spécialisé dans cette activité, il a, nous explique-t-il, réussi à la développer de manière brillante. Il partait de prestations modestes — une «valise» ouverte par jour — et est arrivé, avec plusieurs équipes et une dizaine de «laboratoires», à une moyenne de plus de vingt par jour, son record absolu ayant été de 27 «valises» ouvertes en un seul jour (50). Le Roy-Finville nous narre comment il a fêté avec ses collaborateurs l'ouverture de la millième, puis de la deux millième «valise» (51). Après son départ du service, ces activités ont certainement continué, et elles se poursuivent toujours à l'heure actuelle (52).

Pour l'Angleterre, nous ne trouvons, sous la plume de M. Andrew, que quelques lignes, d'ailleurs pleines d'intérêt. Sir Robert Vansittart, écrit-il, qui a été sous-secrétaire d'État permanent au Foreign Office de 1930 à 1937, «took a close interest in MI5's attempts during the thirties to open foreign diplomatic bags with the help of a secret department of the Post Office. Half a century later, no aspect of interwar MI5 work remains more sensitive. Though there is no evidence that MI5 had significant success in intercepting German and Russian diplomatic bags, it seems to have had some success with the Italian, Japanese and Balkan embassies» (p. 384). M. Andrew allègue comme sources: «Private information from several sources» (p. 553, note 39). Sur la période d'après-guerre, il ne nous dit rien.

Le sujet est, pour l'historien, d'une importance réelle. Dans la mesure, en effet, où des diplomates étrangers ont su, ou soupçonné, que leur courrier risquait d'être lu, ils ont pu y appliquer, prudemment, une large dose d'auto-censure. J'ai recueilli sur ce point un témoignage, qui me paraît capital, de la bouche de feu le Baron Marcel-Henri Jaspar, qui fut ambassadeur de Belgique à Paris de 1959 à 1966. Jaspar avait appris, grâce à une indiscrétion, que sa correspondance était lue au Quai d'Orsay. Il en fit part au chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, qui lui répondit par ces paroles désabusées : «Cela se fait partout». À partir de ce moment, me dit-il, il prit soin de ne plus rien mettre dans ses rapports qui risquât, si cela était lu, de créer des difficultés avec les Français. Il réservait

<sup>(49)</sup> Ph. Bernert, SDECE, Service 7. L'extraordinaire histoire du colonel Le Roy-Finville et de ses clandestins, Paris, 1980.

<sup>(50)</sup> BERNERT, pp. 111-112.

<sup>(51)</sup> BERNERT, p. 311. Voir aussi la biographie de Le Roy-Finville dans M. et Ph. T. DE Vosjoli, Le Comité, Montréal, 1975, p. 175 et sv., et R. Faligot et P. Krop, La Piscine. Les Services secrets français, 1944-1984, Paris, 1985, pp. 191-192.

<sup>(52)</sup> Cf. P. PEAN, Secret d'État, Paris, 1986, pp. 202-203.

l'expression pleine et entière de sa pensée à ses entretiens avec son ministre. Ceci est un témoignage direct (53). On a aussi un récit semblable à propos de la correspondance de l'ambassade japonaise à Paris (54).

On voit que, pour l'historien, ceci exigera sans doute, dans nombre de cas, une critique nouvelle appliquée à la correspondance diplomatique. On connaît déjà — le sujet est classique — les précautions qu'il faut prendre lorsque l'on utilise la correspondance diplomatique officielle de l'Ancien Régime, en tenant compte du fait que ses auteurs pouvaient craindre qu'elle soit interceptée (55). Ce sont des précautions du même type qu'il faudra prendre vraisemblablement pour le xxé siècle avec nombre de pièces de la correspondance diplomatique que l'on trouvera dans les archives. Une soigneuse critique historique sera là nécessaire, et elle devra s'attacher notamment à faire un sort particulier aux dépêches qui étaient portées par un courrier spécial sûr, et qui échappent de ce fait à la suspicion.

M. Andrew ne nous dit pas grand chose des écoutes téléphoniques, du phonetapping (56). Il aurait été intéressant de rassembler les données et les indices que l'on possède à ce sujet. Pour la période antérieure à la Seconde Guerre, on trouve, semble-t-il, beaucoup moins de faits plus ou moins établis en Angleterre qu'en France (57). Ceci signifie-t-il que le phone-tapping ait été moins actif en Angleterre, ou simplement qu'il ait laissé moins de traces? Il faudrait en discuter. Pour la période d'après-guerre, en tout cas, les choses deviennent beaucoup plus claires : très grosse activité en France et très grosse activité en Angleterre, sur laquelle on est cette

(53) Témoignage recueilli en 1981.

(54) «Les valises japonaises livraient énormément d'informations sur les options politiques de Tokyo, son espionnage économique, ses liens avec la CIA. Puis, un beau jour : plus rien! Le contre-espionnage nippon a repéré l'intrusion du *Sdece* dans ses petits papiers ... Désormais, les clandestins du *Sdece* trouvent constamment d'épais mémorandums concernant la Chine communiste!» (R. Faligot et P. Krop, *La Piscine, op. cit.*, p. 191; Faligot et Krop se fondent sur les interviews de très nombreux anciens des services spéciaux).

(55) Un des plus beaux exemples du caractère, qui peut être tout à fait trompeur, d'une telle correspondance, est celui que fournit Eugène Hubert dans son livre Le voyage de l'Empereur Joseph II dans les Pays-Bas (31 mai 1781-27 juillet 1781), Bruxelles, 1900,

Introduction, pp. 6-11.

(56) Voir une allusion p. 368.

(57) Pour l'Angleterre, voir notamment N. HILEY, Counter-espionage and security, art. cit., p. 654 (téléphone de Morel «tapped» en 1917), et J. MARGACH, The Abuse of Power. The War between Downing Street and the Media from Lloyd George to James Callaghan, Londres, 1978,

pp. 102-104 (hommes politiques «tapped» avant 1940).

Quelques références pour la France: L. Noel, La Pologne entre deux mondes, Paris, 1984, p. 135, n. 14 (écoutes téléphoniques de Pierre Laval); Les Événements survenus en France de 1933 à 1945. Témoignages et documents recueillis par la Commission d'Enquête parlementaire, t. IX, Paris, 1947, pp. 2727-2728 (témoignages de Georges Bonnet et de Louis Marin sur les écoutes du Ministère de la Guerre); D. Leca, La rupture de 1940, Paris, 1978, pp. 47-48 (témoignage du chef de cabinet de Paul Reynaud); J. Vanwelkenhuyzen, Les avertissements qui venaient de Berlin (9 octobre 1939-10 mai 1940), Paris-Gembloux, 1982, pp. 107-108 (exemples d'écoutes du téléphone de l'ambassade de Belgique).

fois bien documenté (58). On peut même, à Londres comme à Paris, désigner – et photographier – les lieux où se déroule cette activité (59). De part et d'autre, cette surveillance vise le crime, mais déborde aussi très largement sur la politique.

Ajoutons à cela le phénomène beaucoup plus récent du bugging, de l'installation clandestine d'appareils d'écoute, pour lequel nous avons aussi, pour l'Angleterre, un nombre appréciable de données (60). Les plus récemment publiées viennent, on le sait sans doute, de l'ouvrage toujours interdit d'impression en Angleterre de Peter Wright, Spycatcher, où Wright raconte comment lui-même et ses collègues de MI5 ont été faire du bugging un peu partout à Londres (61).

Tout ceci nous mène, dans le domaine dont s'occupe M. Andrew, à une réflexion à vrai dire un peu caustique sur la réputation de l'Angleterre et sur son adéquation — ou sur son inadéquation — à la réalité. L'Angleterre a eu, dans le grand public, une double réputation : on lui prétait d'une part un service d'espionnage — le célèbre Intelligence Service — particulièrement efficace, mais on considérait d'autre part que, dans son pays même, le citoyen britannique jouissait de libertés et de garanties qui le mettaient à l'abri de tout espionnage à son égard. Le contraire paraît en bonne partie vrai. L'Intelligence Service, dans ses activités à l'étranger, a sans doute été souvent moins redoutable que, en Angleterre même, le letter-opening, le phonetapping et le bugging.

Parmi les secrets que M. Andrew n'a évidemment pas pu percer — mais il aurait été bon sans doute qu'il signalât qu'il y a là un petit mystère — figure le rôle joué dans le travail d'*intelligence* par des membres du service diplomatique britanniques. Des diplomates, cela est certain, ont collaboré à l'*Intelligence Service* (62). Lesquels? Le saura-t-on jamais? Voici pourtant, en relation avec la Belgique, un cas pour lequel on possède un indice. Cecil de Sausmarez a été, avant la Seconde Guerre et jusqu'en mai 1940, attaché de presse à l'ambassade britannique à Bruxelles (63). Interrogé en 1975, après sa retraite, par des chercheurs belges, il a refusé de déclarer qu'il

(58) Pour la France, les faits et les textes rempliraient plusieurs pages ; bornons-nous à citer un livre : J. M. Pontaut, Les secrets des écoutes téléphoniques, Paris, 1978.

Pour l'Angleterre, cf. notamment Peter Wright, Spycatcher, op. cit., p. 44, 45, 46, 54-55, 170, 360; D. Campbell, Big Brother is listening, op. cit.; C. Aubrey, Who's watching you?, op. cit., pp. 63-71; Chapman Pincher, Inside Story. A Documentary of the Pursuit of Power, Londres, 1978, pp. 139-147; N. Anning, S. Connor et P. Fitzgerald, How Britain's economic spies tap the world, dans New Scientist, 28 fevrier 1985.

(59) Voir pour l'Angleterre les photos dans le livre de D. Campbell et dans l'article du New Scientist cités à la note précèdente.

(60) Voir notamment D. CAMPBELL, op. cit., p. 27 et 30-33.

(61) Voir specialement pp. 56-60, 70-73, 83-86, 110-112, 113, 172-173 et 175.

(62) M. David Dilks a certainement de bonnes raisons de faire allusion aux «main posts which had an SIS man under diplomatic cover on the staff» (dans The Missing Dimension, op. cit., p. 103).

(63) Cf. sur lui les notices nécrologiques publiées dans le Times du 8 décembre 1986 et dans le Daily Telegraph du 9 décembre. appartenait à cette époque à SIS. Tout au plus a-t-il reconnu qu'il avait «des contacts» avec le Secret Service. Mais il a révélé que lorsque les Allemands avaient réussi à Venlo, en novembre 1939, le «coup» qui leur avait permis d'arrêter à la frontière hollandaise les deux dirigeants de SIS en Hollande, Best et Stevens, c'est lui qui avait été envoyé immédiatement aux Pays-Bas pour enquêter sur l'affaire (64). L'indice paraît assez clair. Mais d'une manière générale, sur leurs éventuelles activités d'intelligence, les diplomates britanniques ont toujours gardé un silence religieux.

Nous ne voulons pas terminer ce commentaire sans souligner une fois encore, au risque de nous répéter, combien le livre de M. Andrew est à la fois riche et passionnant. Il nous apporte beaucoup, mais il nous permet en même temps de mesurer, par ce qu'il ne nous apporte pas — la documentation étant muette —, ce que sont et ce que seront sans doute toujours nos ignorances. Nous savons une foule de choses sur Bletchley et sur *Ultra* — l'on peut même dire que nous croulons à ce sujet sous les documents. Mais nous ignorerons sans doute toujours ce qu'a été l'influence directe d'*Ultra* sur les grandes décisions stratégiques de Churchill. Churchill recevait chaque jour, à sa grande jubilation, sa ration de décryptements, contenue dans une boîte qui était la plus secrète de celles qui parvenaient à Downing Street. Quel a été, au cours de la guerre, le contenu de cette ration journalière? Impossible à dire. Quelles inspirations en a-t-il tirées? C'est un secret qu'il a emporté dans sa tombe. L'histoire du *Secret Service* nous fait déboucher, là et ailleurs — et, en fin de compte, dans bien des cas —, sur des énigmes qui resteront insolubles (65).

<sup>(64)</sup> Interview réalisée en avril 1975 par MM. J. Gotovitch, J. Dujardin et M. Vanbergen; texte à Bruxelles, Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre Mondiale.

<sup>(65)</sup> L'ouvrage est enrichi d'un Index de 35 pages. Il rendra de très grands services à condition que, tout en l'utilisant, on s'en méfie : les omissions y sont en effet anormalement nombreuses. Quelques absences relevées au fil de notre lecture : p. 37 : John Buchan ; p. 44 et 180 : Conan Doyle ; p. 158 et sv. : Dame Blanche ; p. 302 : Rakovsky ; p. 305 et 306 : Crowe ; p. 422 et 423 : Drax ; p. 465 : Collin ; p. 494 : Mossadeq.